



CRECHE GRIBOUILLE

13, allée de la Limagne
31300 TOULOUSE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

CRECHE GRIBOUILLE

Association

Siège social :

13, allée de la Limagne

31300 TOULOUSE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE
A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

BGH EXPERTS & CONSEILS

Société de Commissariat aux Comptes

4, rue Isaac Newton

31830 PLAISANCE-DU-TOUCH

A l'assemblée générale de l'association **CRECHE GRIBOUILLE**,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CRECHE GRIBOUILLE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « règles et méthodes comptables » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation de certaines opérations (valeurs mobilières de placement et disponibilités). Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Plaisance-Du-Touch, le 14 avril 2024

BGH EXPERTS & CONSEILS

représentée par

Angélique REBELO

Commissaire aux comptes



ANNEXE - Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN - ACTIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du	01/01/24 au 31/12/24	01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
		Valeur nette	Valeur nette	en valeur	en %
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilitisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits similaires		2 016,00	2 016,00		
Autres					
Immobilitisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilitisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techn., matériel et outil. ind.		4 936,14	2 327,51	2 608,63	112,08
Autres		42 638,25	51 106,87	-8 468,62	-16,57
Immobilitisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés					
Immobilitisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés		58 300,00	56 561,00	1 739,00	3,07
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)		107 890,39	112 011,38	-4 120,99	-3,68
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours		3 365,90	2 598,89	767,01	29,51
Créances					
Créances clients, usagers et comptes ratt.		15 754,61	21 606,33	-5 851,72	-27,08
Créances reçues par legs ou donations					
Autres		133 380,33	159 513,22	-26 132,89	-16,38
Valeurs mobilières de placement		200 357,28	200 187,08	170,20	0,09
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		282 436,39	322 099,80	-39 663,41	-12,31
Charges constatées d'avance		2 531,20	2 149,43	381,77	17,76
TOTAL (II)		637 825,71	708 154,75	-70 329,04	-9,93
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		745 716,10	820 166,13	-74 450,03	-9,08

BILAN - PASSIF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF

	Exercice du 01/01/24 au 31/12/24	Exercice du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres				
Report à nouveau	618 480,40	632 172,61	-13 692,21	-2,17
Excédent ou déficit de l'exercice	-43 990,58	-13 692,21	-30 298,37	-221,28
<i>Situation nette (sous total)</i>	574 489,82	618 480,40	-43 990,58	-7,11
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	26 979,13	30 945,03	-3 965,90	-12,82
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	601 468,95	649 425,43	-47 956,48	-7,38
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	14 154,00	34 259,41	-20 105,41	-58,69
TOTAL (III)	14 154,00	34 259,41	-20 105,41	-58,69
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des etbs de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 430,20	24 586,03	2 844,17	11,57
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	94 949,49	107 777,68	-12 828,19	-11,90
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	7 713,46	4 117,58	3 595,88	87,33
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	130 093,15	136 481,29	-6 388,14	-4,68
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	745 716,10	820 166,13	-74 450,03	-9,08

COMpte DE Résultat

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	2 580,00	2 700,00	-120,00	-4,44
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de service	709 926,12	673 341,45	36 584,67	5,43
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	267 591,58	248 805,23	18 786,35	7,55
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortis, dépr., prov. et transf. charges	50 265,26	58 100,30	-7 835,04	-13,49
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1 228,04	1 312,52	-84,48	-6,44
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 031 591,00	984 259,50	47 331,50	4,81
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises et autres achats	54 041,25	53 640,85	400,40	0,75
Variation de stock	-767,01	-55,01	-712,00	
Autres achats et charges externes	125 797,92	130 648,66	-4 850,74	-3,71
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	31 685,88	29 171,49	2 514,39	8,62
Salaires et traitements	647 996,95	587 052,28	60 944,67	10,38
Charges sociales	198 379,92	156 208,05	42 171,87	27,00
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 725,96	12 408,00	-1 682,04	-13,56
Dotations aux provisions	14 154,00	34 259,41	-20 105,41	-58,69
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	1 107,39	480,62	626,77	130,41
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 083 122,26	1 003 814,35	79 307,91	7,90
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-51 531,26	-19 554,85	-31 976,41	-163,52
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	1 739,14	1 104,58	634,56	57,45
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 757,11	2 519,56	237,55	9,43
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de VMP				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	4 496,25	3 624,14	872,11	24,06
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de VMP				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	4 496,25	3 624,14	872,11	24,06
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-47 035,01	-15 930,71	-31 104,30	-195,25
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	14 787,90	450,00	14 337,90	
Sur opérations en capital	3 965,90	3 965,90		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	18 753,80	4 415,90	14 337,90	324,69

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23	Variation N / N-1	
			en valeur	en %
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	15 522,37	2 053,40	13 468,97	655,94
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréc. et aux prov.				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	15 522,37	2 053,40	13 468,97	655,94
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 231,43	2 362,50	868,93	36,78
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	187,00	124,00	63,00	50,81
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 054 841,05	992 299,54	62 541,51	6,30
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 098 831,63	1 005 991,75	92 839,88	9,23
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-43 990,58	-13 692,21	-30 298,37	-221,28

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels ont été établis le .

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Disponibilités :

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

SUIVI DES OPTIONS

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

SUIVI DES OPTIONS

Au 31/12/2023

Au 31/12/2024

Frais de constitution, de transformation et de premier établissement

Entité non concernée



Frais d'augmentation de capital, de fusion, de scission, d'apport

Entité non concernée



Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles

Entité non concernée



Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières

Entité non concernée



Traitement comptable des coûts de développement

Entité non concernée



Traitement des charges financières

Entité non concernée



Amortissement des biens non décomposables

Option pour le maintien de l'amortissement sur la durée d'usage.



Amortissement des biens décomposables

Aucune immobilisation n'est concernée.



Composants de 2eme catégorie, dépenses pluri annuelles de gros entretien ou grandes révisions

Entité non concernée

